

RAPPORT D'ETONNEMENT

Accueillir en communs dans la Drôme

EVANGELINE MASSON DIEZ
Janvier - septembre 2025



Le présent rapport d'étonnement prolonge la journée "Accueil en commun", organisée le 19 septembre 2024 à Dieulefit par Passerelles et Mimesis, en amont du festival Les murs ne servent à rien. S'inscrivant dans la continuité des réflexions amorcées lors de cette rencontre, une phase d'observation a été engagée. Élaborée avec Karen Akoka et Aude Bertrand, et conduite en partie avec Karen Akoka, cette exploration s'est enrichie de rencontres de terrain, d'entretiens et de lectures, dans un esprit de mise en dialogue et d'interrogation collective autour de la notion de territoire accueillant. L'initiative se déploie dans la Drôme, sur un axe reliant Montélimar, Valence et Die, en passant par Crest et Dieulefit, un territoire reconnu pour son foisonnement d'initiatives sociales et son fort engagement citoyen.

Ce projet s'inscrit dans une démarche mêlant recherche-action* et création participative, avec pour objectif de documenter, analyser et enrichir les dynamiques locales d'accueil des personnes exilées. Il explore des alternatives concrètes aux dispositifs institutionnels traditionnels, dans un contexte où les politiques d'hospitalité demeurent en crise. L'enjeu est de faire émerger ces « pratiques d'accueil » comme un véritable commun : un processus collectif d'imagination et de coopération, capable de répondre aux défis démocratiques contemporains.

Ce document propose une restitution croisée des éléments recueillis. Il a pour vocation d'alimenter une réflexion collective et d'ouvrir un espace de discussion et de co-construction.

- La recherche-action est une méthodologie de recherche qui combine une démarche d'intervention concrète dans le réel avec une visée de production de connaissances. Elle se caractérise par des cycles itératifs d'analyse, d'action, de réflexion et d'ajustement, menés en collaboration avec les acteurs concernés. Elle vise à transformer une situation problématique tout en générant de nouvelles connaissances — d'où son caractère à la fois pragmatique et participatif. Selon Florence Allard-Poesi et Véronique Perret (2003), c'est une méthode associant un double objectif : transformer la réalité sociale et produire des connaissances sur ces transformations.

SOMMAIRE

Méthodologie

Questionnements

Une géographie de l'hospitalité dans la Drôme

Étonnements principaux

Un tissu d'acteur·rices multiples et complémentaires

« *L'accueil repose sur de l'acrobatie* »

Des tensions et des fragilités inévitables

Une économie morale des communs

Étonnements principaux

Entre idéal politique et fragilités concrètes

La ruralité facilitatrice

Un système de permaculture politique ?

Et maintenant ? Questions pour la suite

Documenter et analyser

Mutualiser et inventer

Se soutenir et travailler sur les tensions structurelles

Concrètement, on s'y met comment ?

Comité de pilotage

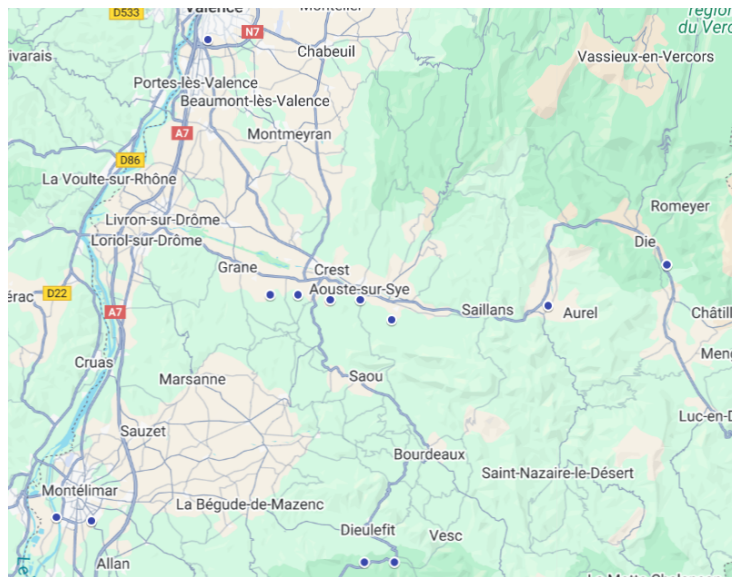
Coût et financement

Annexes

MÉTHODOLOGIE

Ce rapport repose sur une enquête qualitative de terrain menée entre février et juin 2025. Trois séjours de quatre jours chacun ont permis une immersion progressive dans l'écosystème local de l'accueil des personnes exilées dans la Drôme. Au total, j'ai rencontré 15 structures accueillantes* et 20 personnes engagées, lors de discussions informelles, entretiens biographiques et temps partagés. Aucune rencontre n'a été enregistrée afin de garantir un espace de parole libre et sensible.

Il est important de préciser qu'aucun entretien n'a été mené avec les personnes accueillies par le passé ou actuellement. Cette absence constitue une limite de l'enquête, que la poursuite du projet devra chercher à combler pour intégrer pleinement leur expérience et leur point de vue.



Emplacement des acteur·rices rencontrés (EMD, 2025).

La posture d'étonnement adoptée suppose un regard extérieur, volontairement naïf, qui questionne les implicites, interroge les non-dits et met en lumière les tensions comme les forces d'un système. Cette approche permet de faire émerger ce qui est remarquable, surprenant ou révélateur au sein du projet observé. Elle éclaire les dynamiques d'organisation, les relations entre les acteur·rices impliqué·es, les forces à l'œuvre et les tensions sous-jacentes.

Ce rapport est donc un outil de lecture critique, au croisement d'une analyse sensible et politique, visant à ouvrir une réflexion collective sur ce que signifie accueillir en communs. Par respect pour les acteur·rices rencontrés, les verbatims ne sont pas sourcés mais les associations sont citées lorsque les faits rapportés concernent le collectif.

* La Maison Elisa (Voies Libres Drôme) à Vercheny ; La Trame et le restaurant Les Petits Fourneaux à Die ; Espoir, Passerelles et la Coop Lucette à Dieulefit ; Aubascul et Paréidolie à Piégros-la-Clastre ; Mimesis ; Exilés et Crétois, Solidarloc, Val de Drôme Accueil Réfugiés et Réseau Femmes à l'Abri 26 à Crest ; le diaconat de Valence ; le Centre social Colucci et l'Asti à Montélimar et Buis Accueil Réfugiés à Buis.

QUESTIONNEMENTS

Plusieurs questions ont traversé ma démarche et guidé mon observation : Qu'est-ce qu'un territoire accueillant ? Comment ce dernier se fabrique-t-il ? Qu'est-ce qui fait de l'accueil un commun, c'est-à-dire un acte d'imagination et de coopération à même de répondre aux défis démocratiques actuels ?

Initialement j'ai fait le choix d'enquêter à partir des associations directement impliquées dans des dispositifs d'hébergement et les pratiques d'hospitalité, pour ensuite cheminer par ramifications, selon les récits et les relations des acteur·rices et des structures, vers d'autres lieux et d'autres personnes engagées. Ainsi, certains cafés associatifs ou lieux culturels sont apparus comme des espaces de ressources, de mobilisation, de sociabilité ou de soutien logistique. Dans ces espaces, comme la Poule à facette, le café de l'Hydre ou encore le PerGo, se tiennent des réunions associatives, des rencontres formelles et informelles entre acteur·rices, des soirées de sensibilisation, de débat et une programmation interculturelle souvent aux bénéfices des associations. Ce glissement, des lieux d'hospitalité (entendus au sens premier de l'hébergement) vers des lieux ressources, traduit une extension de la notion de "communs". Il témoigne à la fois de la richesse du terrain et de la difficulté à circonscrire un objet précis : la thématique de l'accueil s'avère vaste, poreuse et mouvante, ce qui en fait à la fois la complexité et l'intérêt.

Ce rapport est donc une forme non exhaustive, en cours d'élaboration, à envisager comme un état d'étape dans une démarche plus longue. Il ne prétend pas à l'exhaustivité ni à la neutralité. Il vise à ouvrir des pistes de réflexion et outiller une mise en discussion collective.

UNE GÉOGRAPHIE DE L'HOSPITALITÉ DANS LA DRÔME

Le territoire de la Drôme se distingue par une géographie singulière et une histoire marquée par une tradition d'accueil. Rurale, touristique et attractive pour les migrations internes, la région attire depuis les années 1990 de nombreuses personnes en quête d'un cadre de vie alternatif, perpétuant une dynamique ancienne qui a vu, au fil des siècles, l'arrivée de populations diverses — réfugiées ou désireuses de commencer une nouvelle vie — contribuant ainsi à éviter la désertification des villages et à nourrir l'économie, la vie sociale et culturelle locales. Cependant, cette attractivité masque aussi des fragilités : vieillissement de la population, exode des jeunes, précarité de l'emploi (temps partiels, bas revenus), difficultés d'accès aux soins et au logement, autant de tensions particulièrement marquées dans les zones enclavées comme le Diois (Insee, 2011).

Le territoire est marqué par un fort dynamisme associatif, l'expérience de Biovallée qui draine toute une économie locale et une culture d'engagement : circuits courts, solidarités locales, coopératives, lieux culturels, tiers-lieux.

Etonnements principaux

- Un **foisonnement d'initiatives**. Malgré la taille du territoire, sa population et le faible nombre de personnes migrantes visibles dans l'espace public, on observe une diversité remarquable de lieux et de projets.
- L'**entremêlement des relations d'engagement et des relations affectives**. La plupart des personnes se découvrent et se rapprochent au travers de leurs activités militantes, et cette socialisation particulière favorise la création d'affinités et d'une convivialité propice à la coopération. Cette dynamique, bien que porteuse de solidarité, tend également à brouiller les frontières entre sphères personnelle, collective et militante, ce qui peut constituer un obstacle pour celles et ceux qui souhaitent maintenir une certaine distance. Si le consensus domine en apparence, il masque parfois des tensions et des non-dits : « Y'à certaines choses qu'on n'arrive pas à se dire, tout n'est pas si transparent que ça... » m'a-t-il été confié. Enfin, la fatigue, voire l'épuisement, reste peu exprimée, mais elle existe bel et bien.
- Des **logements alternatifs**. L'hébergement et le logement sont au cœur des projets étudiés, souvent à l'origine de la création des associations, parfois avec l'aide et le soutien de propriétaires solidaires.
- Une **confiance immédiate**. L'entrée sur le terrain s'est caractérisée par des rencontres marquées par une confiance rapide et spontanée, contrastant avec d'autres contextes où la méfiance prévaut.

Un tissu d'acteur·rices multiples et complémentaires

Dans un contexte socio-territorial particulier, la Drôme a vu émerger un écosystème d'hospitalité original, reposant sur la diversité et la complémentarité des initiatives locales. Ce réseau, bien que restreint, propose une palette variée de solutions d'hébergement alternatif pour les personnes exilées : des maisons partagées comme la Maison Elisa ou RFA 26, des appartements gérés par des structures telles que La Trame, ou encore l'accueil chez des particuliers à l'image du dispositif Exilés et Crétois ou Buis Accueil Réfugiés. Ces structures, souvent de taille modeste, hébergent entre 10 et 15 personnes et s'adressent à un public très large, incluant mineurs, familles et personnes sans titre de séjour.

Malgré la dispersion géographique propre à un territoire rural, une dynamique collective a su se mettre en place entre les différent·es acteur·rices et les associations. Ce début de réseau, bien que non formalisé ni véritablement identifié, permet une forme de coordination efficace entre les différent·es acteur·rices. Grâce à une organisation souple, les initiatives parviennent à s'ajuster aux besoins fluctuants, qu'il s'agisse de situations individuelles, de périodes de saturation ou de variations dans les ressources disponibles. Cette adaptabilité se développe toutefois en l'absence d'espaces dédiés à la concertation ou au travail collaboratif régulier et semble reposer sur des personnalités ressources et pluri engagées plutôt que sur des pratiques associatives claires.

Ce modèle d'hospitalité repose sur un équilibre subtil entre autonomie locale et interdépendance. L'éloignement géographique, conjugué à la diversité des approches, encourage une coopération fluide et permet d'atténuer les phénomènes d'épuisement collectif fréquemment observés dans des configurations plus centralisées ou dans les espaces urbains denses. Chaque association et chaque lieu ont leur propre fonctionnement et un schéma financier particulier, lié en partie à la genèse du projet, aux idéaux et aux expériences passés des acteurs du projet ainsi qu'aux réalités immobilières des territoires d'implantation.

Bien qu'informel, ce réseau fonctionne de manière efficace. Sans structure de coordination centrale, l'échange d'informations et la mobilité des personnes se font de façon souple, soutenue par la confiance mutuelle et la connaissance réciproque entre les acteur·rices, ce qui n'évite pas pour autant certaines tensions. Certaines structures, sans héberger directement, jouent un rôle essentiel de relais : cafés associatifs ou lieux culturels deviennent des points d'appui qui soutiennent et renforcent les dynamiques locales d'hospitalité. Ce sont souvent dans ces espaces que les personnes se retrouvent, recrutent informellement des bénévoles, organisent des soirées de levées de fonds ou découvrent d'autres réalités et actions de la région.

« *L'accueil repose sur de l'acrobatie* »

Les initiatives d'hospitalité dans la Drôme révèlent une dynamique en perpétuelle transformation. Initialement portées par des formes d'accueil privé et informel, elles tendent aujourd'hui à évoluer vers des modèles plus durables, cherchant à sortir de l'essoufflement et de la surcharge, du bricolage et de l'autofinancement. Pour cela, certaines structures s'orientent vers l'achat collectif ou coopératif de logements, la location ou encore l'adoption du statut OACAS (Organisme d'Accueil Communautaire et d'Activités Solidaires), afin de garantir une certaine stabilité financière et organisationnelle.

Dans cette perspective, ce mouvement vers la structuration s'appuie souvent sur des soutiens extérieurs – ami·es, voisin·es ou réseaux militants – qui confient des maisons ou participent à des achats collectifs. C'est le cas, par exemple, de la Maison Elisa, initialement confiée par des proches du collectif, puis rachetée par la suite, de Solidarloc qui a loué un appartement à une mairie avant qu'il soit repris par Soliha, de RFA 26, où le logement mis à disposition devrait permettre de stabiliser un projet plus large. Ces trajectoires montrent une solidarité diffuse, mais aussi une prise de responsabilité croissante des collectifs vis-à-vis des lieux.

Cependant, ces transitions ne sont pas sans soulever des interrogations. Elle marque souvent une entrée progressive dans des logiques institutionnelles, perçues à la fois comme nécessaires pour pérenniser les dispositifs, mais aussi comme des formes de désinvestissement politique ou de dépolitisation. Le glissement du militantisme perçu comme souple vers des structures plus professionnalisées perçu comme contraignant – avec salariat, bail ou acte de propriété, et cadre légal – engendre des tensions internes, voire des départs de soutiens, ainsi qu'un questionnement sur la perte de radicalité initiale. Certains membres évoquent une distance nouvelle avec les principes politiques de départ, quand d'autres y voient une réponse nécessaire à l'usure du bénévolat et aux difficultés de renouvellement, « on n'en pouvait plus de tout porter à bout de bras. »

De fait, la professionnalisation, tout en apportant des outils, transforme les rapports internes. Ce changement s'inscrit souvent dans un cycle déjà observé sur d'autres territoires : saturation des dispositifs institutionnels, mobilisation citoyenne, hébergement à domicile, montée en charge des collectifs, difficulté à renouveler les foyers accueillants et les personnes soutiens, augmentation des orientations et des sollicitations de prise en charge, passage à des formes plus structurées (cohabitation, logement collectif, achat), jusqu'à la recherche d'équilibres financiers fragiles ou d'autofinancement. Cette chaîne d'adaptation met en lumière les marges de manœuvre mais aussi les limites des pratiques, oscillant entre bricolage quotidien et institutionnalisation de l'hospitalité.

Or, ces évolutions institutionnelles et organisationnelles s'accompagnent aussi de recompositions dans les rapports humains. Des rapports de pouvoir traversent les relations internes aux structures. Les asymétries entre personnes accueillantes et accueillies – en matière de statut juridique, de ressources ou de droit à la parole – restent marquées.

Si certains accueillis contestent ouvertement ces inégalités, leur participation à la gouvernance des lieux reste floue, limitée ou symbolique. Pourtant, certains signes viennent parfois bousculer ces logiques. À la Maison Elisa, par exemple, les hébergé·es eux-mêmes ont demandé l'instauration d'un cadre clair et d'un règlement. Cette volonté d'un dispositif de règles, voire de justice, surprend fréquemment les accueillants et les coordinateurs des espaces partagés, car elle interroge les principes d'horizontalité et d'autogestion, pourtant largement prônés par les militant·es et défendus dans certains projets associatifs. Ailleurs, ces tensions autour du pouvoir d'agir et des modes d'organisation peuvent donner lieu à des conflits plus vifs.

Ces tensions ne se limitent pas à la gouvernance : elles concernent aussi l'organisation du travail. Deux exemples montrent la diversité des configurations : à Voies Libres, l'implication des personnes hébergées et leur accès à une activité professionnelle sont valorisés comme des leviers d'émancipation, dans une perspective d'accompagnement vers l'autonomie à l'extérieur de la structure. À La Trame, l'enjeu est différent : le travail au sein du restaurant qui appartient à la structure, sous le statut d'OACAS, fait partie intégrante du projet collectif et de son équilibre économique. Ce travail, mobilisé comme vecteur d'émancipation, peut-être perçu par certains certain·es comme une contrainte supplémentaire en raison des obligations liées au modèle OACAS (rémunération et temps de travail).

Par ailleurs, à ces réalités s'ajoutent les tensions entre associations, pouvoirs publics et financeurs. Entre co-construction des politiques sociales et instrumentalisation des structures associatives, la marge de négociation reste étroite. Le financement privé et philanthropique conditionne en partie l'action, contraint les formes d'organisation (en favorisant des schémas d'hébergement, en limitant le nombre de places ou à l'inverse en demandant l'augmentation du nombre de personnes hébergées, en poussant au recrutement de salarié·es...), et peut, à terme, fragiliser l'autonomie politique des collectifs.

Enfin, ces formes d'accueil s'inscrivent aussi dans une logique d'expérimentation permanente, où les acteur·rices, confronté·es à des ressources limitées et à un cadre réglementaire rigide, improvisent et ajustent leurs pratiques. Ce bricolage devient une méthode de travail : il permet de répondre à l'urgence tout en contournant les cadres institutionnels inadaptés. Ces pratiques, bien que fragiles et parfois précaires,

témoignent d'une grande capacité d'adaptation et d'innovation sociale. RFA 26 résume bien cette dynamique en affirmant : « On a toujours agi d'abord et structuré après ». La Maison Elisa a elle aussi longtemps fonctionné de manière informelle, avant que des règles ne soient peu à peu mises en place à la demande des habitant·es. Quant à Exilés et Crétois, les bénévoles parlent volontiers « d'acrobaties » pour qualifier l'organisation de l'accueil et des plannings. Autant d'expériences qui dessinent un espace d'action où se rejouent chaque jour les tensions entre convictions politiques, contraintes matérielles et recherche de solutions concrètes.

Des tensions et des fragilités inévitables

L'émergence d'un tissu local solidaire dans la Drôme s'appuie en partie sur une dynamique initiée par des néo-ruraux, souvent issus de migrations internes, mais elle se nourrit également des expériences passées, de la forte tradition d'accueil du territoire et de la transmission de ces valeurs par les habitants de la région. Si les formes d'accueil se révèlent complémentaires et globalement peu saturées, permettant une prise en charge en amont des besoins, cet écosystème reste traversé par des tensions sous-jacentes. Un premier axe de tension concerne les relations entre les néo-arrivant·es, en grande majorité dans les initiatives d'accueil, et les habitant·es de longue date. La Drôme est souvent présentée comme une « terre d'accueil historique ». L'implication marquée de nouveaux·elles arrivant·es dans les dynamiques associatives peut soulever des questions : les différences de parcours, de pratiques d'engagement ou de positionnements politiques créent-elles des tensions ou un déséquilibre dans la légitimité des engagements ? À l'exception d'une ville où ce sujet est discuté, cela ne semble pas générer de divisions.

Sur le plan structurel, les fragilités des associations et des acteur·rices de l'accueil sont nombreuses. La précarité financière constitue un enjeu majeur : instabilité quand ce n'est pas inexistence des subventions publiques, accès difficile au foncier, dépendance à des financements privés incertains, pression croissante à formaliser les pratiques. Ces contraintes touchent à la fois les capacités d'action des structures et leur autonomie. Les tensions liées à l'argent – qu'il s'agisse de la répartition des ressources, de l'accès à la propriété ou de la levée de fonds – sont réelles et prennent beaucoup d'énergie aux acteur·rices. Elles contribuent aussi souvent à définir une grande partie des événements publics et des temps festifs, propices aux levées de fonds et aux appels à la générosité individuelle.

À cela s'ajoute la difficulté à gérer la temporalité des accueils. Pensés initialement comme de court terme, notamment dans les cas d'hébergement à domicile ou de logements mis à disposition, ils tendent à se prolonger, mettant à l'épreuve les ressources humaines, les capacités d'accompagnement et l'endurance affective des hôtes. Cette bascule non anticipée vers des formes d'hébergement plus permanentes, face au délais d'allongement des parcours de régularisation entre autres, accentue la pression sur certains collectifs. Des tensions relationnelles apparaissent également,

notamment autour du pouvoir de décision. Il est arrivé que des personnes accompagnées remettent en question leur place dans les processus collectifs. Cette asymétrie entre accueillant·es et accueilli·es, renforcée par des statuts juridiques, économiques et sociaux très inégaux, est une ligne de fracture récurrente. Elle est d'autant plus visible dans la gouvernance des structures, portée par une minorité de personnes engagées, que les personnes en situation de migration n'y sont que très faiblement représentées.

UNE ÉCONOMIE MORALE DES COMMUNS

Entre idéal politique et fragilités concrètes

Un étonnement fort réside dans l'origine de ces initiatives. Contrairement à des contextes urbains comme Paris, Saint-Brieuc ou Marseille, où l'engagement émerge souvent d'un choc émotionnel face à la visibilité de la précarité migrante (personnes à la rue, campements), les dynamiques drômoises semblent davantage ancrées dans des valeurs et des positionnements politiques face à des enjeux systémiques. Pour une part importante des acteur·rices, l'ouverture d'hébergements alternatifs ne répond pas à une pression locale immédiate ou à une réaction affective, mais à une conscience politique des injustices structurelles. D'ailleurs, une majorité de projets semblent avoir émergé autour de 2018-2019. Il me semblerait pertinent d'identifier d'éventuels facteurs déclencheurs, à la fois à l'échelle locale et nationale. Toutefois, cette tendance générale ne saurait occulter la diversité des configurations locales. Certaines initiatives, comme celles menées par les Exilés Crétois, s'inscrivent aussi dans une réponse à des demandes concrètes, relayées par des associations de Valence, de Briançon ou d'autres réseaux. Ces cas illustrent une autre logique, où l'engagement s'articule entre posture politique et réactivité à des besoins identifiés.

Etonnements principaux

- Le **territoire rural comme ressource**. Le territoire rural est présenté et perçu comme un atout facilitant l'installation et l'intégration locale. Les contrastes entre les centres urbains (Valence, Montélimar) et les zones rurales sont nets, tant dans les dynamiques militantes que dans l'ancrage collectif. Le manque de transports est peu mentionné comme contrainte majeure : le stop, par exemple, semble intégré aux pratiques ordinaires de tous.
- Des **dynamiques d'accueil ancrées dans une posture politique**. Les initiatives observées naissent moins de l'urgence ou de l'émotion face à la détresse visible que d'une posture politique anticipatrice. Celle-ci s'appuie sur des parcours militants (Calais, Briançon, Larzac) et une conscience collective des injustices systémiques, plutôt que sur une réaction ponctuelle à une crise.
- Un **pragmatisme partagé**. Les acteur·rices – associations, institutions locales, gestionnaires – développent des stratégies d'adaptation face aux limites structurelles du territoire. Ce pragmatisme est parfois assumé également par des associations mandatées et gestionnaires ainsi que des institutions locales, qui participent, de manière informelle, à des logiques de contournement ou d'ajustement des cadres.

Une des explications possibles de cette orientation est les trajectoires des acteur·rice·s engagé·e·s. Nombre d'entre eux ont eu des expériences à l'étranger ou se sont engagées dans des luttes menées sur d'autres territoires emblématiques : il y a quelques années dans le Larzac, plus récemment auprès des maraudes et de l'accueil à Briançon (Chez Marcel, au Refuge Solidaire ou aux Terrasses) et à Calais. Ils et elles portent une mémoire militante forte, une sensibilité aux luttes décoloniales et une volonté affirmée de « faire autrement ». Ces expériences préalables _ parfois chargées émotionnellement _ croisent toujours une socialisation politique en amont et s'articulent à un référentiel commun, qui combine une critique des politiques migratoires à une quête de modes d'organisation alternatifs. Ce socle politique est renforcé localement par des expériences connexes, telles que celle de la démocratie participative de Saillans, souvent citée comme modèle d'auto-organisation territoriale. Il ne s'agit donc pas seulement de proposer un hébergement, mais bien de construire un cadre de vie basé sur l'hospitalité, la gouvernance horizontale, la responsabilité partagée et le refus de délégation systématique à l'État.

Dans ce contexte, les critères d'accueil _ inconditionnel ou non _ peuvent être discutés collectivement en fonction des positionnements politiques, de la capacité des collectifs à tenir dans la durée et de la charge émotionnelle que représentent les situations complexes. « On choisit d'accueillir des personnes avec forte chance d'asile – sinon, émotionnellement c'est trop dur. » Ces critères, bien qu'évoqués avec prudence, montrent que l'anticipation politique n'efface pas les contraintes humaines et affectives de l'accueil.

Cette posture de mobilisation en dehors des situations de crise a plusieurs effets concrets. Elle permet d'inscrire les projets dans une temporalité longue, en donnant le temps nécessaire à leur maturation, à la structuration collective et à l'anticipation des tensions. Elle favorise également une lecture plus systémique des enjeux migratoires. Les initiatives ne naissent pas de l'urgence et du besoin d'agir émotionnel mais d'un constat politique partagé de l'inhospitalité des dispositifs publics et de la nécessité de créer des espaces à contre-courant, en prenant le temps de les penser, de les définir et de les construire. Cela produit une dynamique originale : une économie morale du commun, qui repose sur des valeurs de solidarité active, de co-responsabilité et d'autonomie collective mais aussi sur un ancrage territorial et le croisement avec d'autres luttes, besoins et solidarités locales. L'accueil, envisagé comme un commun, n'est pas dissocié des autres enjeux sociétaux, et ces articulations apparaissent de manière particulièrement visible à l'échelle locale. « Autonomie financière et inscription territoriale sont les deux priorités » a pu me résumer un acteur.

Cependant, tout cela demeure fragile. Si cette réalité permet d'atténuer l'épuisement individuel lié à l'urgence, elle n'est pas exempte de conflits internes ou de dilemmes politiques comme nous l'avons déjà évoqué.

La ruralité facilitatrice

Dans les dynamiques d'accueil observées, le territoire rural de la Drôme apparaît comme une ressource à part entière. La disponibilité du foncier – malgré certaines tensions localisées, comme à Dieulefit – ainsi que l'existence de réseaux de proximité et une culture politique favorable à l'expérimentation facilitent l'émergence de lieux d'hospitalité et la mise en place de modèles alternatifs.

La ruralité est ici perçue comme un cadre facilitateur, notamment en comparaison avec les dynamiques urbaines. Elle est présentée comme un espace plus accessible pour s'installer, trouver un logement, voire s'intégrer localement, y compris par le travail. L'isolement, la faiblesse des services publics et les difficultés de mobilité ne sont que rarement rapportés comme des freins en entretien. Il serait intéressant de voir si ces éléments sont partagés par les personnes hébergées notamment en termes d'accès à l'emploi, à la formation, au logement et aux soins.

Les contrastes entre villes et campagnes apparaissent marqués. À Montélimar, le sentiment d'isolement militant semble plus fort qu'à Crest ou à Dieulefit. On observe même une quasi-inversion par rapport à d'autres contextes : la campagne apparaît ici comme un espace riche en ressources, tandis que la ville — en particulier Montélimar — semble en manquer. Valence, de son côté, obéit à une logique distincte, qui mériterait d'être étudiée plus finement. Plus largement, les interactions complexes entre pôles urbains et espaces ruraux gagneraient à être approfondies.

Un système de permaculture politique ?

Sur le territoire drômois, les initiatives d'accueil s'organisent selon une logique que je qualifierais de « permaculture politique ». Je propose ce concept pour penser le terrain drômois, et j'en fais une entrée à explorer par la suite. À l'image de la permaculture agricole – un système intégré, évolutif, inspiré des écosystèmes naturels –, cette approche repose sur l'idée que chaque lieu, chaque acteur·rice, chaque projet contribue à l'équilibre global. Les pratiques d'hospitalité s'y développent de manière organique, interconnectée, et s'ancrent dans le tissu local à travers des relations de proximité, de confiance et de complémentarité.

Cette permaculture politique repose à mon sens sur trois principes implicites :

- Prendre soin du territoire (accès au foncier, autonomie locale, valorisation des ressources existantes) ;
- Prendre soin des humain·e·s (accueil digne des personnes exilées, accompagnement respectueux) ;
- Partager équitablement les ressources (hébergement, savoirs, temps, responsabilités, donateurs, lieux ressources...).

Les acteur·rice·s impliqué·e·s, qu'ils ou qu'elles soient néo-arrivant·es ou habitant·es de longue date, expriment un attachement fort au territoire. Celui-ci s'explique moins par des logiques professionnelles que par des liens personnels, politiques ou affectifs. Le maillage de lieux et de personnes, à travers des formes souples mais solides de coopération, illustre ce modèle où l'ancrage local et la circulation des pratiques se renforcent mutuellement.

Toutefois, cette dynamique reste vulnérable. Comme ailleurs, les structures sont confrontées à une instabilité financière persistante, entre dépendance aux subventions, incertitudes sur les ressources et fragilité des montages économiques. Cette précarité fait peser une menace constante sur la pérennité des projets, malgré la solidité des liens humains et l'ingéniosité des formes d'organisation.

ET MAINTENANT ?

QUESTIONS POUR LA SUITE

A partir de ce terrain exploratoire et des discussions avec les différents acteur·rices plusieurs pistes de travail ont émergées. Ces pistes, présentées ci-dessous de manière thématique - mais qui peuvent s'articuler - sont de premières propositions à discuter et compléter collectivement lors de la journée du 18 septembre.

Documenter et analyser

Documenter et analyser les pratiques d'accueil et les dynamiques locales

Documenter les pratiques d'accueil permettrait à la fois de produire un matériau qui nous aiderait à les analyser, créer une mémoire partagée et ouvrir des perspectives de transmission.

La question reste ouverte de savoir ce qu'il serait pertinent de documenter en priorité : l'histoire et les pratiques d'une ou plusieurs structures, certaines thématiques transversales à définir ensemble ou des actions spécifiques. Ces choix dépendront des besoins, des idées et des envies exprimés et des moyens que nous trouverons pour les réaliser.

Lors de l'enquête exploratoire, plusieurs pistes ont été esquissées, qui pourraient être complétées par de nouvelles propositions le 18 septembre. Certaines portent sur les logiques de soutien local. Une enquête menée par questionnaires et entretiens auprès des souscripteur·rices de la Coop Lucette pourrait ainsi aider à comprendre qui ils et elles sont, quelles sont leurs motivations et ce que leur engagement révèle de la fabrique locale de l'hospitalité. D'autres pistes concernent la cartographie : le travail déjà amorcé par CartoDroma (Morgane Dujmovic) pourrait être enrichi en intégrant davantage les espaces ressources et les lieux de sociabilité du territoire sur lesquels s'appuient les différents collectifs.

Documenter et analyser les trajectoires des personnes accueillies

Au-delà des structures, l'accueil se tisse dans les vies des personnes concernées. Analyser les trajectoires des personnes accueillies dans les structures du territoire permettrait de mieux comprendre comment ce territoire et les initiatives d'accueil mises en place ont constitué des ressources ou des obstacles pour elles. Qu'est-ce qui les a aidés ? Qu'est-ce qui les a limités ? Comment perçoivent-elles le territoire ? Comment y prennent-elles part ? Pourquoi ont-elles choisi d'y rester – ou non ?

Plusieurs manières de faire pourraient être discutées ensemble. Nous pourrions mener des entretiens avec certaines personnes spécifiques identifiées parce que leurs parcours ou leurs profils illustrent de manière emblématique des sujets qui nous intéressent collectivement. Ou des entretiens avec des groupes de personnes. Par exemple essayer de retrouver toutes celles et ceux qui sont passés par la maison d'Elisa depuis sa création pour comprendre les effets du passage par la Drôme et par cette maison sur leur parcours, comment ils et elles y sont arrivés, pourquoi ils et elles y sont - ou n'y sont pas restés.

Ce travail pourrait être confié à un·e chercheur·e missionné·e, mené en collaboration avec des acteur·rices de terrain, et/ou construit conjointement avec des personnes accueillies elles-mêmes.

Les méthodes pour documenter les pratiques d'accueil, les dynamiques locales ou les trajectoires restent à définir ensemble. Elles pourraient passer par des formes classiques, comme les entretiens individuels ou collectifs avec des acteur·rices associatifs et des personnes accueillies. Elles pourraient également s'appuyer sur des dispositifs plus créatifs, tels que des permanences mobiles de recueil de témoignages, des ateliers d'écriture ou encore des formes artistiques comme le théâtre-forum, qui pourraient être menées avec des personnes accueillies entre elles, des personnes accueillantes entre elles ou en réunissant personnes accueillies et accueillantes.

Ce travail pourrait également s'ancrer dans une collaboration avec les étudiant.e.s de 3e année de l'école de travail social Ocellia (situé à Valence). Ces étudiant.e.s, vont mener durant l'automne un travail sur l'accueil des personnes migrantes dans la Drôme, encadrée par Julie Moutard, enseignante et chercheuse à Ocellia. Ce travail qui passera par des entretiens avec les personnes accueillies et accueillantes sera mené dans quatre zones: Valence, Romans, Crest, Bourdeaux/Dieulefit. Si l'expérience est jugée pertinente par l'ensemble des parties prenantes, elle pourrait être approfondie et prolongée sous des formes plus régulières ou élargies.

Mutualiser et inventer

Les initiatives rencontrées témoignent d'une grande inventivité, mais aussi d'un besoin de soutien et de mise en commun. Pour dépasser l'isolement et renforcer la cohésion, la créativité et les capacités d'agir, nous pourrions mettre en place des espaces de partage, de formation mutuelle et d'expérimentation collective. Mutualiser les expériences, les ressources et les outils permettrait de renforcer l'efficacité collective et de soutenir les initiatives locales. Partager ce qui existe déjà, qu'il s'agisse de savoir-faire, de pratiques ou de moyens matériels et financiers, offrirait la possibilité de s'appuyer sur des acquis et d'éviter les redondances. Ces échanges pourraient prendre la forme de rencontres régulières, de réseaux de circulation d'expériences ou encore d'outils collaboratifs accessibles à toutes et tous, peut être en lien avec les formations inter-collectives organisées par l'association Passerelles.

La mutualisation ouvre aussi la voie à l'invention. Elle permet d'imaginer de nouvelles formes d'accueil et de coopération, en expérimentant des formats inédits, en testant des projets pilotes et en créant des espaces de créativité collective. Cela peut prendre la forme d'ateliers de co-construction, de laboratoires d'idées ou d'initiatives culturelles nourrissant la réflexion commune.

L'invention concerne également les modes de gouvernance et de solidarité. Elle invite à repenser la manière de prendre des décisions, de partager les responsabilités et de rendre les dynamiques locales plus inclusives. Mutualiser et inventer constituent ainsi une même dynamique, fondée sur l'échange et la coopération, qui permet de renforcer les acquis tout en ouvrant de nouvelles perspectives.

Lors du terrain exploratoire, certaines pistes concrètes ont déjà été évoquées. Parmi elles, l'idée de créer des temps de rencontre destinés à capitaliser collectivement sur les expériences. Ces temps pourraient servir à mettre en commun des ressources pratiques, comme des outils juridiques, des modèles de fonctionnement ou des récits d'expériences, mais aussi à réfléchir ensemble à des dispositifs solidaires concrets, tels qu'un pot commun destiné à couvrir les amendes liées à l'emploi informel.

Se soutenir et travailler sur les tensions structurelles

Réfléchir à l'avenir de l'accueil suppose d'affronter les tensions structurelles qui traversent les expériences locales. Plutôt que de les éviter de les nommer, nous pourrions les travailler collectivement, afin de transformer les fragilités en points d'appui pour l'action. Explorer ces contradictions permettrait de clarifier les choix, de poser les limites et de repenser ensemble les conditions d'un accueil juste et durable.

Ces tensions pourraient être travaillées par exemple à travers des groupes d'analyse de pratiques entre pairs. Ces groupes pourraient être formels ou informels, et ouverts à divers types d'acteurs (associations, collectifs, habitants, etc.). Ils permettraient, outre de travailler sur les tensions, d'échanger les expériences et créer des espaces de soutien mutuel.

Plusieurs tensions récurrentes pourraient explorées :

- Les tensions entre solidarité informelle et professionnalisation (salarial, structuration, financement), déjà très présentes dans plusieurs structures.
- Les dissymétries persistantes entre personnes accueillantes et accueillies, mais aussi entre collectifs associatifs et financeurs.
- Les conditions d'implication durable des personnes migrantes et concernées dans les lieux, sans tomber dans une injonction à la participation.

Concrètement, on s'y met comment ?

Comité de pilotage

Un comité de pilotage (COPIL) pourrait être constitué, suite, ou lors de l'après midi du 18 septembre afin de travailler sur les idées qui auront émergées, les priorités, les thématiques et le plan d'action. Ce COPIL pourrait constituer de manière plus large, sur le long terme une instance de décision et de suivi des recherches-actions.

Coût et financement

Une recherche-action engage des ressources humaines et financières. Les financements pourraient provenir de plusieurs sources : programmes de recherche universitaire, contributions des chercheur·es, apports des associations et de leurs partenaires, financements privés ou publics. Les chercheur·es s'engagent aux côtés des membres des associations à identifier puis travailler à obtenir ces financements. L'objectif est clair : chercher ensemble les moyens nécessaires pour mettre en œuvre ce qui, après discussion, apparaîtra comme prioritaire et pertinent pour les participant·es.

ANNEXES

Biobliographie

Florence Allard-Poesi, Véronique Perret. La Recherche-Action. Y. Giordano. Conduire un projet de recherche, une perspective qualitative, EMS, pp. 85-132, 2003.

Synthèse de territoire Vallée de la Drôme-Diois, octobre 2011

Camille Gardesse et Christine Lelévrier, Gouvernance de l'accueil et expériences dans les villes petites et moyennes, PUCA, décembre 2019.

Autrice

Après quinze années dans le secteur associatif et caritatif en France et à l'étranger, auprès de personnes sans-abri et vivant en bidonvilles, puis cinq années d'enseignement en école de travail social, j'ai consacré une thèse de sociologie aux pratiques d'hospitalité privée envers les jeunes exilés.

Aujourd'hui, je suis enseignante à l'IUT de carrières sociales de l'Université Paris-Est et à Sciences Po Paris, ainsi que chercheuse universitaire et indépendante. À ce titre, j'ai participé à plusieurs recherches-actions, dont Ni sains ni saufs (enquête sur les mineurs non accompagnés dans le Nord de la France, 2016) et Du bidonville à la ville : « la vie normale ? » (Trajectoires, Fondation Abbé Pierre, Dihal, 2016).

J'ai coordonné le programme Rosmerta (2021-2022), recherche-action menée avec l'association du même nom à Avignon, qui explore la transformation d'un projet militant d'hébergement de jeunes exilés pris entre précarité et institutionnalisation. Puis le programme Ramdam (2022-2024, ICM), comparant les pratiques d'accueil solidaire sur cinq territoires (Marseille, Bordeaux, Avignon, Paris, Saint-Brieuc) à travers un travail collaboratif entre associations, chercheurs et soutiens. Je coordonne actuellement le programme interdisciplinaire Philex (2024-2025, ICM), consacré aux organisations philanthropiques, aux pratiques d'accueil et d'accompagnement des exilé-es, et à leur inclusion.

J'ai co-écrit Hospitalité en France, mobilisations intimes et politiques (avec Michel Agier et Marjorie Gerbier-Aublanc, Le Passager clandestin, 2019), et co-coordonné L'exil à Paris 2015-2020. Expérience migratoire, action publique et engagement citoyen (avec Stefan Le Courant et Camille Gardesse, L'Œil d'Or, 2022).

Evangeline MASSON DIEZ

06 62 45 70 18

evangelinemd@gmail.com